



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
SUD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
de la zone de défense et de sécurité Sud**

**Secrétariat général pour l'administration
du ministère de l'Intérieur Sud**

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET DES FINANCES

BUREAU DE LA COMMANDE PUBLIQUE ET DES ACHATS

Marché passé selon la procédure adaptée pour :

**Assistance de maîtrise d'ouvrage pour le suivi des prestations d'entretien
et de maintenance des stands de tir**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Référence publique : SGAMISUD-MAPA-2025-03-16

Sommaire

1	Objet du marché –Dispositions générales.....	3
1.1	Objet du marché.....	3
1.2	Durée du marché et délais d'exécution.....	3
1.3	Condition d'affermissement des tranches.....	3
1.4	Les intervenants.....	4
1.5	Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	4
2	Pièces contractuelles.....	5
3	Prix.....	5
3.1	Unité monétaire, nature et forme du prix.....	5
3.2	Variation du prix.....	6
4	Clause de financement et de sûreté.....	7
4.1	Avance.....	7
4.2	Garanties financières.....	7
5	Modalités de règlement des comptes.....	7
5.1	Acomptes et paiement partiels définitifs.....	7
5.2	Dématérialisation du paiement des acomptes via le service EDIFLEX.....	7
5.3	Délai de paiement.....	9
5.4	Modification des coordonnées.....	9
6.	Conditions générale d'exécution des prestations.....	10
6.1	Clause sociale.....	10
6.2	Optimisation des déplacements.....	10
6.3	Devoir de Conseil.....	10
6.4	Clause de confidentialité et protection des données personnelles.....	10
6.3	Présentation des livrables.....	11
6.5	Clause de réexamen.....	11
6.6	Conditions de modification de l'équipe dédiée.....	12
6.7	Redressement ou liquidation judiciaire.....	12
6.8	Arrêt de l'exécution des prestations.....	12
6.9	Modifications techniques.....	13
7	Constataion de l'exécution des prestations.....	13
7.1	Vérifications.....	13
7.2	Décision après vérification.....	13
8.	Droit de propriété industrielle et commerciale.....	13
9	Pénalités.....	13
9.1	Pénalités de retard.....	14
9.2	Pénalité pour travail dissimulé.....	14
10	Assurances.....	14
11	Résiliation du marché.....	14
12	Droit et langue.....	15
13	Dérogation au CCAG de prestations intellectuelles.....	15

1 Objet du marché –Dispositions générales

1.1 Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières concernent l'assistance de maîtrise d'ouvrage pour le suivi des prestations d'entretien et de maintenance des stands de tir appartenant au secrétariat général pour l'administration du ministère de l'Intérieur de la zone de défense et de sécurité sud et des régions de gendarmerie Provence-Alpes-cote d'Azur et Occitanie.

Lieux d'exécution : SGAMI Sud 37 stands de tir de la zone sud sur les 21 départements.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières.

L'objet du marché ne permet pas d'identifier des prestations distinctes. Le marché n'est donc pas alloti.

1.2 Durée du marché et délais d'exécution

La mission de l'assistant à maître d'ouvrage démarre à compter de l'ordre de service.

Le marché est conclu pour une durée initiale de 1 an, renouvelable trois (3) fois un (1) an par tacite reconduction comme suit :

- Du 1er décembre 2025 au 30 novembre 2026 (période ferme) ;
- Du 1er décembre 2026 au 30 novembre 2027 (1^e reconduction) ;
- Du 1er décembre 2027 au 30 novembre 2028 (2^e reconductions) ;
- Du 1er décembre 2028 au 31 décembre 2029 (3^e reconduction).

Le délai d'exécution global des prestations, toutes périodes confondues est de 48 mois.

Le titulaire ne peut pas s'opposer à la décision de l'administration quant à la reconduction ou à la non reconduction du marché.

1.3 Condition d'affermissement des tranches

Sans objet.

1.4 Les intervenants

Le maître de l'ouvrage est : **L'Etat - Ministère de l'Intérieur**

Le représentant légal du pouvoir adjudicateur est : **Le Préfet de la zone de défense et de sécurité sud**

Le conducteur d'opération est :

**Le Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Sud
299, Chemin de Sainte Marthe – CS 90495**

13311 MARSEILLE – Cedex 14

M. Michael MOULAY- Tel : 06.74.04.01.51

Courriel : michael.moulay@interieur.gouv.fr

1.5 Désignation de sous-traitants en cours de marché

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu préalablement du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur notifiera l'acte spécial de sous-traitance au seul titulaire (ou mandataire en cas de groupement) du marché.

En cours d'exécution du marché, la déclaration de sous-traitance **signée du titulaire et du sous traitant**, devra être adressée **simultanément** :

- Par courrier en original au :

**Le Secrétariat Général pour l'Administration du ministère de l'Intérieur sud
Direction de l'immobilier – Pôle Qualité
299 Chemin de Sainte Marthe – CS 90495
13311 MARSEILLE – Cedex 14**

- Par courriel à :

michael.moulay@interieur.gouv.fr

Les demandes d'acceptation de chaque sous-traitant et de l'agrément de ses conditions de paiement doivent respecter les conditions énumérées aux articles R2193-3 et suivant du CPP.

NB : Le modèle de déclaration de sous-traitance (formulaire DC4) joint au présent dossier de consultation, devra être utilisé et respecté par le titulaire du marché public.

2 Pièces contractuelles

Les documents contractuels du marché sont les suivants et prévalent dans cet ordre de priorité :

- l'acte d'engagement et son annexe (répartition de la rémunération).
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux prestations, objet du marché, si celui-ci vise ce cahier ;
- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux prestations, objet du marché, si celui-ci vise ce cahier ;
- L'offre technique et/ou méthodologique du titulaire
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modifications, postérieurs à la notification du marché ;

3 Prix

3.1 Unité monétaire, nature et forme du prix

L'unité monétaire du marché est l'euro.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application du **prix global et forfaitaire fixé dans l'acte Engagement.**

Le volume des prestations aura été apprécié par le titulaire pour l'établissement de son offre et il ne pourra pas prétendre au paiement de frais supplémentaires de même nature.

Frais de coordination :

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, la rémunération du mandataire pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations.

En cas de sous-traitance, les prix du contrat couvrent sans surcoût les frais de coordination et de contrôle des sous –traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

3.2 Variation du prix

3.2.1 Modalités de révision des prix

Les prix sont réputés fermes pendant la première année d'exécution. Ils sont ensuite révisibles par ajustement à partir de la deuxième année d'exécution du marché, par application de la formule ci-dessous :

$$C = 0.125 + 0.875 * (I_m / I_{m0})$$

Dans laquelle I_m et I_{m0} sont les valeurs prises par l'index ingénierie respectivement au mois m_0 (mois au cours duquel les offres ont été remises) et au mois m (mois de révision)

3.2.2 Index de référence

Indices	Intitulé
ING	AMO

3.2.3 Modalités de transmission de révision des prix :

La révision des prix est applicable annuellement à la date de début d'exécution des prestations mentionnés dans l'ordre de service. Dans le cas où la révision des prix n'est pas demandée, elle ne pourra être rattrapée sur les années suivantes.

La demande de révision des prix doit être transmise deux (2) mois avant la prise d'effet de la révision à l'adresse mail suivante : sgamisud-dagf-bcpa-achat-execution@interieur.gouv.fr

Cette demande doit contenir les éléments suivants :

- Détail du calcul de la révision des prix ;
- Mention des indices utilisés pour le calcul de la formule ;
- Taux de révision résultant du calcul de la formule ;
- Annexes financières modifiées, incluant les prix conclus à la notification du présent marché et les prix révisés (au format modifiable et PDF signé).
Les annexes devront mentionner l'ensemble des révisions des prix appliquées sur les années antérieures.

En cas de non-transmission de la demande de révision des prix dans les délais mentionnés ci-dessus, les prix sont réputés inchangés.

4 Clause de financement et de sûreté

4.1 Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue dans les cas et selon les dispositions des articles R2191-3 et suivants du CCP.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux de l'avance est fixé à **5 %**.

Note : le taux de l'avance est porté à **30 %** lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article [R. 2151-13](#).

Le droit à l'avance est ouvert au profit du titulaire dès la notification du contrat par le pouvoir adjudicateur et au profit du sous-traitant dès la notification de l'acte spécial.

Modalités de règlement de l'avance :

L'avance sera versée en une seule fois et en totalité (titulaire ou son sous-traitant)

Modalités de résorption de l'avance :

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées selon les dispositions prévues au Code de la commande publique.

4.2 Garanties financières

Aucune retenue de garantie ne sera appliquée.

5 Modalités de règlement des comptes

5.1 Acomptes et paiement partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAGPI.

Les acomptes sont versés au prorata du montant global correspondant l'avancement des prestations accompagnées des pièces justificatives appropriées justifiant l'état d'avancement des prestations.

5.2 Dématérialisation du paiement des acomptes via le service EDIFLEX

Le Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur SUD (SGAMI SUD) a souhaité améliorer le traitement des demandes de paiement de ses prestataires et ainsi raccourcir les délais de paiement en utilisant une plateforme de dématérialisation des factures.

Le prestataire de service de la plateforme, retenue par le SGAMI SUD, est EDIFLEX (<https://www.ediflex.com>). Le numéro de téléphone de l'aide en ligne d'EDIFLEX est le 01.44.41.02.24.

Aussi, l'établissement des acomptes ou décomptes du présent marché, leur transmission au SGAMI SUD et les visas nécessaires à leur règlement sont gérés électroniquement via la solution de dématérialisation précitée.

L'accès au système sera possible via une simple connexion Internet, à charge du Titulaire de se munir d'une ligne Internet avec un débit suffisant.

Les frais d'abonnement, d'accès au système, de maintenance sont à la charge du SGAMI SUD. La prestation de formation initiale est à la charge du prestataire (titulaire et, le cas échéant, co-traitants et sous-traitants qui utiliseront l'outil).

Le titulaire s'engage à utiliser le service EDIFLEX conformément à sa destination.

5.6.1 Fonctionnalités pour l'ensemble des acteurs

Le service EDIFLEX permet une information en temps réel sur la chaîne des validations et des montants acceptés et à payer.

Outre la suppression des délais de transmission des factures papiers, EDIFLEX permet également la création d'alertes et de relance, permettant ainsi une réduction des délais de paiement.

Par ailleurs, les situations de paiement sont archivées sur le serveur EDIFLEX pendant toute la durée du marché jusqu'à la date de fermeture du service (à l'issue de l'opération).

Ainsi, les abonnés peuvent récupérer sur leur ordinateur les situations de paiement archivées sur le centre serveur pour les éditer localement.

La confidentialité est garantie par un mot de passe que l'abonné peut changer à tout moment.

5.6.2 Conditions générales d'utilisation du service EDIFLEX

L'utilisation du service EDIFLEX pour échanger des informations avec les autres intervenants a pour but de réduire les délais de circulation et visas des demandes d'acompte. Cet échange dématérialisé présente donc la même valeur juridique que les informations contenues dans une demande d'acompte sur support papier.

Authentification de l'abonné :

L'accès au service EDIFLEX est autorisé par l'attribution d'un code d'accès et d'un mot de passe confidentiels qui impliquent son authentification vis-à-vis des informations qu'il émet.

Emission d'information :

Les informations transmises à travers le service EDIFLEX sont opposables au titulaire jusqu'à preuve d'un dysfonctionnement du service.

Les validations des marchés et des demandes d'acomptes, telles que prévues dans le service EDIFLEX et conformément au circuit de vérification imposé par le SGAMI SUD, valent expression de la volonté de celui qui les a configurées.

NB : Il est impératif que le titulaire prenne connaissances de l'annexe "convention d'interchange" jointe au présent DCE, laquelle revêt une valeur contractuelle et s'impose dans le cadre du marché.

Celle-ci précise les modalités d'abonnement et conditions d'utilisation du service.

5.3 Délai de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de non respect du délai de paiement, le soumissionnaire bénéficiera du versement d'intérêts moratoires qui sera celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires auront commencé à courir, ainsi que d'une **indemnité forfaitaire de quarante euros supplémentaires pour frais de recouvrement**, conformément aux articles R.2192-31 à -36 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la commande publique.

5.4 Modification des coordonnées.

Dans le délai de 10 jours à compter de la modification de ses coordonnées (changement de raison sociale, de coordonnées bancaires...) le titulaire en informe le représentant du pouvoir adjudicateur en adressant un courrier à l'adresse suivante :

**Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Sud
Direction de l'Administration Générale et des Finances
Bureau de la Commande Publique et des Achats
299, Chemin de Sainte Marthe - CS 90495
13311 MARSEILLE – Cedex 14**

Chaque changement de RIB, SIRET doit être signalé avant l'envoi d'une nouvelle situation pour éviter les retards de paiement.

6. Conditions générale d'exécution des prestations

6.1 Clause sociale

Sans objet.

6.2 Optimisation des déplacements

Le titulaire pourra privilégier, pour les différents sites concernés par le marché les déplacements à pied, ou en transports en commun.

Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur.

6.3 Devoir de Conseil

Il est demandé au titulaire (tous collaborateurs confondus), en sus des prérogatives, d'assumer un rôle de conseil dans toutes les missions et d'assurer également un rôle de veille concernant les derniers textes législatifs et réglementaires relatifs à ce type de procédure.

6.4 Clause de confidentialité et protection des données personnelles

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel et/ou personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement et à la protection des données à caractère personnel auxquelles elles ont éventuellement accès pour les besoins de l'exécution du contrat conformément à l'article du CCAG applicable.

Le titulaire considère comme strictement confidentiels, et couverts par le secret professionnel, toute information, document ou donnée dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion du présent marché.

A ce titre, le titulaire s'interdit de divulguer tout élément et s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité de ces données.

Le titulaire s'engage notamment à :

- ✓ Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celle spécifiée au présent marché,
- ✓ Ne pas communiquer ces documents et informations à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître, à

savoir le pouvoir adjudicateur, ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter le marché,

- ✓ Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques pendant toute la durée d'exécution du marché,
- ✓ A informer le personnel de son obligation de discrétion et de sécurité,
- ✓ A prendre toutes les mesures nécessaires visant à assurer la sécurité des informations et des documents pendant l'exécution des prestations et ce, jusqu'à la date de destruction des données.

Pour l'application de la présente clause, le titulaire répond de ses salariés, ainsi que des éventuels sous-traitants, ou co-traitants français ou étrangers comme de lui-même.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute démarche qui lui paraîtrait utile afin de vérifier le respect de ses obligations tant par le titulaire que par les sociétés sous-traitantes.

En cas de violation de ces dispositions, le marché peut être résilié de plein droit sans indemnité par le pouvoir adjudicateur sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

6.3 Présentation des livrables

Les livrables sont adressés dans les conditions fixées au CCTP.

Ils sont remis selon les formats et sur les supports définis au CCTP.

6.5 Clause de réexamen

En application de l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique des modifications peuvent être apportées aux prestations (délais d'exécution, durée du contrat, livrables, contenu des prestations,...) à la demande du pouvoir adjudicateur ou sur proposition du Titulaire, afin de prendre en compte notamment l'évolution du programme d'étude.

En cas de déclenchement de cette clause de réexamen, les éléments négociés sur lesquels l'acheteur et le titulaire se seraient entendus et leur date d'entrée en vigueur seront entérinés par voie d'avenant s'ils devaient modifier le contenu initial du marché.

Néanmoins, le contenu de ces avenants ne devra pas bouleverser l'économie du marché ni en changer l'objet, conformément aux dispositions de l'article L. 2194-1 du Code de la Commande Publique.

6.6 Conditions de modification de l'équipe dédiée

L'équipe présentée par le titulaire pour chaque phase lors de la soumission de son offre devra être celle exclusivement dédiée à l'exécution de ces prestations durant toute la durée du marché.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, si le chef de projet ou un membre de l'équipe dédiée à la réalisation de la prestation n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit respecter la procédure suivante :

- en aviser sans délai le pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai de quinze jours (15 jours) à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de 10 jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur récusé le remplaçant, le titulaire dispose de 10 jours pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par le pouvoir adjudicateur est motivée. Les avis, propositions et décisions du pouvoir adjudicateur sont notifiés selon les modalités fixées à l'article 3.1 du CCAG-PI.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié pour faute du titulaire par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues à l'article 32 du CCAG PI.

Désignation d'un interlocuteur unique

Pour toute la durée du marché, l'interlocuteur unique du pouvoir adjudicateur sera le représentant désigné par le titulaire dans son offre. Il devra informer immédiatement le pouvoir adjudicateur de tout changement de ce représentant.

6.7 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire doit être notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

6.8 Arrêt de l'exécution des prestations

En application de l'article 22 du CCAG-PI le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations qui font l'objet du contrat, à l'issue de chaque mission du prestataire définie au CCTP ;

6.9 Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

7 Constatation de l'exécution des prestations

7.1 Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans un délai de 2 mois à compter de la date de livraison, conformément aux articles 28 et 29 du CCAG-PI.

7.2 Décision après vérification

À l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 28 et 29 du CCAG-PI.

8. Droit de propriété industrielle et commerciale

Conformément à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

9 Pénalités

Observations préalables à l'application des pénalités :

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables de l'acheteur.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, aucun montant plafond spécifique de pénalité pour retard n'est prévu au contrat.

9.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG , lorsque le délai contractuel d'exécution ou le rendu d'un livrable est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard une pénalité fixée à :

- Retard sur le planning des prestations 100 euros / par jour calendaire de retard ;
- Retard pour remise de document 100 euros / par jour calendaire de retard.

9.2 Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

10 Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

11 Résiliation du marché

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises (fermes ou affermies le cas échéant), un pourcentage égal à **5 %**.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

12 Droit et langue

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Tous les documents et correspondances doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

13 Dérogation au CCAG de prestations intellectuelles

CCAP	CCAG – Prestation intellectuelle
Art. 1.5 du CCAP relatif à la déclaration de sous traitance en cours d'exécution du marché	Art. 3.6.2
Art.9 du CCAP relatif aux pénalités	Art. 14.1.1 Art. 14.1.2 Art. 14.1.3
Article 8 du CCAP relatif au droit de propriété industrielle et commerciale	Art.35